

**Situation transfrontalière de l'Outaouais et de l'Est ontarien :
impacts et opportunités**

Accès à l'éducation : un déséquilibre entre les deux rives au détriment de l'Outaouais



**Observatoire
du développement
de l'Outaouais**

Avec la participation financière de :

Québec 

Pour citer ce document :

Bergeron, Amélie et Lynda Gagnon avec la collaboration d'Alexandre Dubé-Belzile (2021).

Accès à l'éducation : un déséquilibre entre les deux rives au détriment de l'Outaouais.

Dans C. Doucet (dir.), *Situation transfrontalière de l'Outaouais et de l'Est ontarien : impacts et opportunités*, Observatoire du développement de l'Outaouais,

<https://odooutaouais.ca/projets-majeurs/situation-frontalieres-de-loutaouais/>

Table des matières

| | |
|---|----|
| 1. Introduction..... | 3 |
| 2. Un grand bassin de main-d’œuvre spécialisée et scolarisée et une concentration d’institutions d’enseignement supérieur | 3 |
| 3. Les systèmes d’éducation québécois et ontarien : des divergences qui favorisent l’exode des étudiants québécois..... | 6 |
| 3.1. Les systèmes scolaires..... | 6 |
| 3.2. L’exode des étudiants québécois : la situation frontalière particulière de l’Outaouais 7 | |
| 4. Une mobilisation importante pour dénoncer le retard de l’Outaouais en matière d’éducation..... | 12 |
| 5. Références..... | 16 |

ACCÈS À L'ÉDUCATION : UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE LES DEUX RIVES AU DÉTRIMENT DE L'OUTAOUAIS

1. Introduction

L'éducation prépare les citoyens de demain à répondre aux besoins du marché du travail. Une main-d'œuvre qualifiée joue un rôle essentiel dans la croissance économique d'un territoire, en plus d'accroître la productivité.

La situation transfrontalière de l'Outaouais et de l'Est ontarien présente un portrait unique de l'éducation : un voisinage étroit de deux systèmes scolaires différents. Cette situation met en évidence des enjeux importants sur le territoire transfrontalier. Sur la rive québécoise, un important retard historique en éducation postsecondaire est dénoncé par de nombreux acteurs. L'offre de programmes d'études et le nombre d'établissements postsecondaires sont largement inférieurs aux autres régions administratives québécoises comparables. Ce retard a été justifié par la présence d'établissements d'enseignement reconnus et d'une offre abondante de programmes d'études à Ottawa. L'ensemble de ces disparités favorise l'exode des étudiants québécois vers l'Ontario, entraînant des pertes économiques importantes pour l'Outaouais et le Québec.

Dans cette section, nous dressons d'abord un portrait de la concentration d'institutions d'enseignement supérieur et du grand bassin de main-d'œuvre spécialisée et scolarisée sur le territoire transfrontalier. Les disparités entre les deux systèmes scolaires sont ensuite décrites. La dernière partie porte plus particulièrement sur les enjeux soulevés par cette situation.

2. Un grand bassin de main-d'œuvre spécialisée et scolarisée et une concentration d'institutions d'enseignement supérieur

Le taux de personnes détenant un certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires sur l'ensemble du territoire transfrontalier (59,8 %) et dans l'Est ontarien (60,9 %) est supérieur aux moyennes provinciales (QC : 58,5 %; ON : 55,1 %). En revanche, ce taux pour l'Outaouais (56,4 %) se situe légèrement sous la moyenne québécoise (voir le tableau 1).

Le territoire transfrontalier se démarque particulièrement pour la proportion élevée de personnes détenant un grade universitaire (30 %), un taux qui dépasse largement les moyennes provinciales de l'Ontario (26 %) et du Québec (20,5 %) (tableau 1). Il en est de

même pour la région de l’Outaouais (21,7 %) et de l’Est ontarien (32,6 %), où le taux de diplômés universitaires surpasse la moyenne provinciale.

Tableau 1. Plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu par la population âgée de 15 ans et plus sur le territoire transfrontalier en 2016

| | Certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires | | Grade universitaire | |
|-----------------------------------|---|-------------|---------------------|-------------|
| | Nombre | Taux (%) | Nombre | Taux (%) |
| Territoire transfrontalier | 767 365 | 59,8 | 384 645 | 30,0 |
| Outaouais | 174 275 | 56,4 | 67 175 | 21,7 |
| Gatineau | 128 540 | 58,1 | 53 960 | 24,4 |
| Collines-de-l'Outaouais | 23 325 | 59,5 | 9 070 | 23,1 |
| Papineau | 9 450 | 48,8 | 1 905 | 9,8 |
| Pontiac | 5 170 | 43,1 | 905 | 7,6 |
| Vallée-de-la-Gatineau | 7 790 | 45,5 | 1 335 | 7,8 |
| Est Ontarien | 593 090 | 60,9 | 317 470 | 32,6 |
| Ottawa | 485 080 | 63,7 | 286 700 | 37,7 |
| Prescott et Russell | 35 700 | 49,4 | 10 290 | 14,2 |
| Renfrew | 41 405 | 50,0 | 11 550 | 13,9 |
| Lanark | 30 905 | 54,3 | 8 930 | 15,7 |
| Province de l'Ontario | 6 076 985 | 55,1 | 2 872 085 | 26,0 |
| Province du Québec | 3 884 235 | 58,5 | 1 361 730 | 20,5 |

Source : Statistique Canada. 2017. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017

Cette situation s’explique en premier lieu par la nature des emplois de la région d’Ottawa-Gatineau, qui exige souvent une formation universitaire (fonction publique, secteur des hautes technologies, etc.). D’ailleurs, lorsqu’on compare les données des régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada, Ottawa-Gatineau arrive au 1^{er} rang pour le plus haut niveau de scolarité atteint (Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur) en 2016 (Statistique Canada, 2017b). D’autre part, la présence d’un grand nombre d’établissements d’enseignement supérieur dans la région favorise un niveau de scolarité élevé de la population. Cette haute concentration de savoir est un facteur mobilisé par les acteurs du développement pour attirer de nouvelles entreprises sur le territoire. Plus de 60 % des emplois disponibles nécessitent un diplôme d’études collégiales ou universitaires (ACESO, 2017).

Toutefois, une analyse plus pointue permet de mettre en évidence des contrastes importants entre le niveau de scolarité des populations urbaines et périurbaines et celui des populations rurales. Ces écarts sont particulièrement évidents en ce qui concerne la proportion de personnes détenant un grade universitaire. En effet, les Villes de Gatineau (24,4 %) et d'Ottawa (37,7 %) ainsi que la MRC des Collines-de-l'Outaouais (23,1 %) se démarquent positivement par rapport aux moyennes provinciales et régionales, alors que les MRC rurales (Papineau, Pontiac, Vallée-de-la-Gatineau) et les comtés (Prescott et Russell, Renfrew et Lanark) affichent des taux largement inférieurs, avec des proportions variant de 7,6 % à 15,7 %. Ces écarts importants s'expliquent, entre autres, par le fait que les principaux secteurs d'activité en milieu rural ne nécessitent pas d'études universitaires. D'ailleurs, on constate un taux élevé de personnes ayant une formation liée à un métier dans les MRC rurales (Dubé-Belzile et Gagnon, 2020). Soulignons en outre que la majorité des institutions postsecondaires se trouvent en milieu urbain, à Gatineau et à Ottawa, ce qui soulève un enjeu important pour l'accès à l'éducation en milieu rural. En effet, la difficulté d'accès aux programmes d'études pour les jeunes en milieu rural est un facteur qui joue en défaveur de ces territoires (Gaudreault, *et al.*, 2018). À ce sujet, il importe également de noter que le Cégep de l'Outaouais est le seul établissement collégial du Québec à ne pas être doté de résidences pour étudiants, un autre facteur susceptible de décourager les jeunes en milieu rural à poursuivre leurs études en raison du coût élevé des logements à Gatineau.

Sur la rive québécoise, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) est située à Gatineau dans le secteur Hull. Cette université fait partie du réseau de l'Université du Québec, réseau établi en 1968 dans le but notamment de favoriser l'accessibilité aux études supérieures pour la population québécoise. L'Institut des Sciences de la Forêt tempérée (ISFORT), rattaché à l'UQO, se situe à Ripon dans la MRC de Papineau. Mentionnons également que l'École nationale d'administration publique (ENAP) possède un campus en Outaouais, dans les locaux de l'UQO. L'Outaouais compte également trois établissements d'études collégiales. Le Cégep de l'Outaouais, seul collège francophone public de la région, compte trois campus situés à Gatineau et dans le secteur Hull. Le collège Heritage, un cégep anglophone, possède un campus dans le secteur Hull de Gatineau et un autre à Campbell's Bay dans la MRC de Pontiac. Finalement, le collège Universel, antérieurement le Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières, est un établissement privé offrant une formation bilingue. Il est également situé dans le secteur Hull de Gatineau.

Sur la rive ontarienne, les établissements d'enseignement postsecondaire sont nombreux. L'Université d'Ottawa, située au cœur de la ville, est la plus grande université bilingue (français-anglais) au monde (Université d'Ottawa, 2021). Son collège fondateur, l'Université Saint-Paul, est également situé à Ottawa et offre aussi une formation bilingue.

Finalement, l'Université Carleton offre une formation en anglais. L'Est ontarien compte également deux établissements d'études collégiales, soit le collège Algonquin et le collège La Cité, qui compte un campus satellite à Hawkesbury en plus du campus principal d'Ottawa. Le collège La Cité a vu le jour en 1990 pour permettre aux Franco-Ontariens de poursuivre leurs études en français dans la région. En tant qu'établissement d'enseignement postsecondaire destiné à une population francophone en milieu minoritaire, La Cité reçoit une subvention du gouvernement fédéral¹. Le collège Algonquin, quant à lui, dessert la population anglophone de ce territoire. Mentionnons enfin qu'à l'automne 2020, l'Université d'Ottawa accueillait 44 693 étudiants, dont 13 408 étudiants francophones (Université d'Ottawa, 2020), tandis que l'UQO comptait seulement 4 471 étudiants², soit à peu près le dixième de la clientèle de l'Université d'Ottawa.

3. Les systèmes d'éducation québécois et ontarien : des divergences qui favorisent l'exode des étudiants québécois

3.1. Les systèmes scolaires

Le système scolaire québécois est unique au Canada. L'éducation préscolaire (la maternelle), qui débute à 4 ou 5 ans, est suivie de l'enseignement primaire (1^{re} à 6^e année) et secondaire (1^{re} à 5^e secondaire) (Gouvernement du Québec, 2021). L'enseignement collégial, obligatoire pour l'admission aux études universitaires, est offert par les cégeps (réseau public) et les collèges (établissements privés), qui offrent des formations préuniversitaires (2 ans) ou techniques (3 ans). Au Québec, l'étudiant peut être admis à l'université après 15 ans d'études.

En Ontario, l'éducation préscolaire (maternelle et jardin) débute à 4 ans. L'enseignement élémentaire (de la 1^{re} à la 8^e année) est suivi de l'enseignement secondaire (9^e à 12^e année) (People for Education, 2018). Bien que l'étudiant ontarien obtienne son certificat d'études secondaires un an après l'étudiant québécois, ce premier est immédiatement admissible aux études collégiales ou universitaires. L'étudiant inscrit aux études collégiales en Ontario obtient un diplôme après 2 ans (4 sessions) ou un diplôme avancé après 3 ans (6 sessions) (Collèges de l'Ontario, 2021).

¹ Information fournie par Mme Jacqueline Lacasse, Directrice des études du Cégep de l'Outaouais, qui souligne qu'une partie de ce financement sert pourtant à recruter des étudiants du côté québécois.

² Cette donnée, fournie par le bureau du registraire de l'UQO, ne tient pas en compte les étudiants du campus de St-Jérôme dans les Laurentides.

Au Québec, l'admission aux études universitaires est conditionnelle à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC), ce qui empêche les diplômés du secondaire en Ontario de s'inscrire directement dans une université québécoise. À l'opposé, les étudiants du Québec peuvent accéder aux études universitaires en Ontario immédiatement après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires (DES) ou au bout d'une seule année d'études collégiales, alors qu'ils ne sont pas encore admissibles dans les universités québécoises.

Ces divergences entre les deux systèmes d'éducation provinciaux ne limitent pas seulement les collaborations possibles entre les établissements des deux rives, mais contribuent également à la migration des étudiants québécois vers l'Ontario (ACESO, 2011).

3.2. L'exode des étudiants québécois : la situation frontalière particulière de l'Outaouais

Ces divergences entre les deux systèmes scolaires n'expliquent pas à elles seules l'exode des étudiants québécois. En effet, l'Outaouais accuse un retard important en matière d'éducation postsecondaire comparativement aux autres régions du Québec (voir les tableaux 2 à 7). À titre d'exemple, en 2018, l'Outaouais comptait seulement 19 programmes d'études universitaires au baccalauréat, comparativement à 32 pour la Mauricie et à 41 pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean (tableau 4). En 2016-2017, le ratio de programmes collégiaux et universitaires par nombre d'habitants s'établissait à 1 programme pour 3 891 habitants en Outaouais, comparativement à 1 pour 1 612 habitants au Saguenay–Lac-St-Jean et à 1 pour 1 625 habitants en Mauricie. À Ottawa, où l'on compte trois universités et deux établissements de niveau collégial, pour une offre totale de 683 programmes (en 2016), ce ratio est de 1 programme pour 1 368 habitants (ACESO, 2017). L'offre insuffisante de programmes en Outaouais combinée à la proximité d'Ottawa a donc incité des milliers d'étudiants de l'Outaouais à poursuivre leurs études en Ontario plutôt que dans une autre région du Québec et ce, malgré des frais de scolarité jusqu'à trois fois plus élevés (ACESO, 2011; 2017).

« Plus de 6 500 étudiants résidant en Outaouais poursuivent annuellement leurs études supérieures à Ottawa, soit 4 000 de plus que le nombre estimé en 2011, souvent parce que le programme désiré n'est pas offert en Outaouais. Ils doivent donc payer des frais de scolarité près de trois fois plus élevés (une différence de près de 3 000 \$ par session) afin d'être en mesure d'étudier dans le programme de leur choix offert le plus près possible de leur domicile » (ACESO, 2017, p. 4).

Cet exode des étudiants québécois vers l'Ontario représente des pertes estimées à près de 65 M\$ par année pour l'Outaouais et le Québec, sans compter la perte de main-d'œuvre que cela entraîne (ACESO, 2017). Selon les chiffres fournis par l'ACESO (2017), plus de 60 % des emplois créés dans la région par les départs à la retraite et la croissance de l'emploi nécessitent un diplôme d'études collégiales ou universitaires. Pourtant, 25 % des étudiants qui vont suivre une formation collégiale en Ontario ne pourront revenir travailler en sol québécois, où leur formation n'est pas reconnue (Schepper, 2018). Selon un sondage mené par la Table Éducation Outaouais en 2020, 7 % des élèves du secondaire envisageaient de fréquenter un collège ou une université ontarienne après la 5^e secondaire (Table Éducation Outaouais, 2021). À la session d'automne 2020, 3 641 étudiants inscrits à l'Université d'Ottawa, 138 étudiants inscrits à l'Université Saint-Paul et 1 419 étudiants inscrits à La Cité habitaient en Outaouais³.

Malgré cette situation qui favorise une migration unidirectionnelle, 6,6 % des inscriptions de l'UQO au campus de Gatineau provenaient d'étudiants ontariens à l'automne 2020⁴.

Tableau 2. Programmes d'éducation professionnelle en français et en anglais par région administrative en commission scolaire et centre de formation professionnelle, 2018

| | DEP | ASP | AEP |
|-------------------------|-----------|----------|----------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 56 | 10 | 3 |
| Mauricie | 41 | 10 | 10 |
| Estrie | 63 | 12 | 5 |
| Outaouais | 40 | 4 | 0 |

Source : Schepper, B. (2018). Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais. Retombées économiques d'un rattrapage. IRIS.

³ Information obtenue à la suite d'une demande d'accès à l'information à l'Université d'Ottawa (juillet 2021) et à La Cité.

⁴ Cette donnée a été fournie par le bureau du registraire de l'UQO.

Tableau 3. Programmes d'éducation collégiale par région administrative, 2019

| | Programmes collégiaux |
|-------------------------|-----------------------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 111 |
| Mauricie | 88 |
| Outaouais | 59 |

Source : Ville de Gatineau, Conférence des préfets de l'Outaouais et Front régional Outaouais. 2019. Dossier Outaouais 2019 – L'Outaouais : une région stratégique pour le Québec.

Tableau 4. Programmes d'étude par cycle universitaire au Québec, selon les régions administratives, 2018

| | Université | Baccalauréat | Maitrise | Doctorat |
|-------------------------|--------------------------|--------------|-----------|----------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | UQAC | 41 | 16 | 11 |
| Mauricie | UQTR | 32 | 27 | 14 |
| Estrie | Université de Sherbrooke | 50 | 56 | 35 |
| | Université Bishop | 42 | 5 | 0 |
| Total Estrie | | 92 | 61 | 35 |
| Outaouais | UQO* | 19 | 15 | 5 |
| | ENAP | | 1 | 1 |
| Total Outaouais | | 19 | 16 | 6 |

* Incluant le campus de Saint-Jérôme de l'UQO

Source : Schepper, B. (2018). Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais. Retombées économiques d'un rattrapage. IRIS.

Tableau 5. Effectif scolaire de la formation professionnelle à l'automne 2019, Outaouais et régions administrative comparables.

| Région administrative | Effectif |
|-------------------------|--------------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 4 558 |
| Mauricie | 3 249 |
| Outaouais | 3 016 |

Source : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. [Effectif scolaire de la formation professionnelle, selon diverses variables, années scolaires 2005-2006 à 2019-2020, Québec](#)

Tableau 6. Effectifs étudiants inscrits à l'enseignement collégial à l'automne 2019, Outaouais et régions administratives comparables

| Région administrative | Effectif |
|-------------------------|--------------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 6 635 |
| Mauricie | 4 249 |
| Estrie | 5 952 |
| Outaouais | 5 662 |

Source : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. [Effectif à l'enseignement collégial selon diverses variables, au trimestre d'automne, Québec](#)

Tableau 7. Effectifs étudiants inscrits à l'enseignement universitaire à l'automne 2019, Outaouais et régions administratives comparables

| Région administrative | Université | Effectif |
|-------------------------|-------------|--------------|
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | UQAC | 6 438 |
| Mauricie | UQTR | 14 156 |
| Outaouais | UQO* | 4 600 |

*Cette donnée exclut les étudiants du campus de Saint-Jérôme dans les Laurentides.

Source : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. [Effectif à l'enseignement universitaire selon diverses variables, au trimestre d'automne, Québec](#)

Le territoire transfrontalier se distingue aussi pour la proportion élevée (21,2 %) de sa main-d'œuvre (population active) ayant fait des études postsecondaires ailleurs que dans la province de résidence (tableau 8). Alors que seulement 4,1 %⁵ de la population active de 15 ans et plus du Québec avait fait ses études dans une autre province en 2016, cette proportion grimpe à 32,9 % en Outaouais. À l'échelle des MRC, on observe un phénomène semblable, avec des proportions qui varient de 13,2 % à 45,4 %.

Dans l'Est ontarien, on observe une réalité similaire, mais de moindre ampleur : 17,5 % de la main-d'œuvre a fait des études dans une autre province que l'Ontario, alors que cette proportion est de seulement 7,8 % pour l'ensemble de l'Ontario. À l'échelle des comtés, les proportions sont également supérieures au ratio provincial, soit entre 10,2 % et 18,9 % (tableau 8). L'ensemble de ces données démontre que le territoire transfrontalier est un lieu d'attractivité important pour la main-d'œuvre scolarisée, qui provient de diverses provinces au Canada et d'autres pays (voir à ce sujet les sections sur [les migrants interprovinciaux](#); [les autochtones](#); et [les immigrants](#)).

Ces données témoignent également de la place importante occupée par les institutions d'enseignement postsecondaire d'Ottawa pour la formation avancée de la main-d'œuvre de l'Outaouais.

⁵ Ce pourcentage exclut les personnes qui ont effectué leurs études à l'étranger.

Tableau 8. Population active de 15 ans et plus ayant obtenu un certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires dans une province canadienne autre que la province de résidence, 2016

| | Population détenant un certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires décerné au Canada | Proportion ayant étudié à l'extérieur de la province de résidence | |
|-----------------------------------|--|---|-------------|
| | | Nombre | % |
| Territoire transfrontalier | 671 675 | 142 470 | 21,2 |
| Outaouais | 162 165 | 53 385 | 32,9 |
| Gatineau | 117 870 | 39 955 | 33,9 |
| Collines-de-l'Outaouais | 22 400 | 8 435 | 37,7 |
| Papineau | 9 210 | 1 220 | 13,2 |
| Pontiac | 5 025 | 2 280 | 45,4 |
| Vallée-de-la-Gatineau | 7 660 | 1 495 | 19,5 |
| Est Ontarien | 509 510 | 89 085 | 17,5 |
| Ottawa | 407 235 | 75 530 | 18,5 |
| Prescott et Russell | 34 065 | 6 455 | 18,9 |
| Renfrew | 38 985 | 4 115 | 10,6 |
| Lanark | 29 225 | 2 985 | 10,2 |
| Province de l'Ontario | 4 786 950 | 372 470 | 7,8 |
| Province du Québec | 3 509 610 | 142 415 | 4,1 |

Source : Statistique Canada. 2017. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017.

4. Une mobilisation importante pour dénoncer le retard de l'Outaouais en matière d'éducation

Le retard historique de l'Outaouais en matière d'infrastructures d'enseignement et d'accès aux occasions d'apprentissage et de formation postsecondaire fait l'objet de

revendications auprès du gouvernement québécois depuis plus d'une décennie. En 2010, la Table Éducation Outaouais amorçait un mouvement de mobilisation des acteurs duquel naîtra l'ACESO, l'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais (ACESO, 2011). En 2015, le Front régional Outaouais (FRO), un regroupement de plusieurs acteurs politiques et de la société civile incluant l'ACESO, documentait les impacts du sous-investissement en éducation dans la région de l'Outaouais et exhortait le gouvernement à reconnaître la situation particulière de l'Outaouais pour corriger l'important retard accumulé. Le FRO a d'ailleurs désigné « l'enseignement supérieur comme étant la priorité pour la région de l'Outaouais » (Demers, 2014). Malgré ces initiatives, l'ACESO constatait dans son État de situation 2017, réalisé 6 ans après la Déclaration de 2011, que « l'Outaouais peine toujours à rattraper le retard accumulé dans son offre de programmes face aux autres régions administratives du Québec » (ACESO, 2017, p. 1).

En 2018, Équité Outaouais, un regroupement citoyen et communautaire non partisan, se joignait au mouvement. S'appuyant sur les conclusions d'une étude menée par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) sur les *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais* (Schepper, 2018), Équité Outaouais revendiquait un rattrapage du financement en éducation pour mettre un terme à la « désertion d'étudiant-e-s et de fonds de l'Outaouais vers l'Ontario » et, conséquemment, à la « perte de travailleuses et travailleurs qualifiés sur le territoire du Québec » (Équité Outaouais, 2018). En 2019, la Ville de Gatineau et les préfets des MRC joignaient leur voix au FRO pour réclamer un véritable plan d'action de la part du gouvernement. En réponse à ces revendications, le 30 octobre 2019, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion reconnaissant le statut particulier de l'Outaouais en raison de sa situation frontalière avec Ottawa. « La motion reste pour l'instant symbolique, mais elle est une première dans l'histoire de la région » (Bélanger, 2019).

Selon les données publiées par l'IRIS, pour l'année 2015-2016, le nombre de programmes d'études professionnelles (DEP, ASP et AEP) offerts en Outaouais est largement inférieur à ce qu'on retrouve dans d'autres régions comparables du Québec, avec pour conséquence que le nombre d'étudiants en Outaouais est beaucoup plus bas qu'ailleurs. Le même constat s'applique aux programmes de niveau collégial et universitaire (voir les tableaux 2 à 7 pour les chiffres exacts). Pour la population étudiante de l'Outaouais, l'offre insuffisante de programmes à proximité représente un obstacle majeur à la poursuite des études et à l'acquisition de compétences professionnelles. Pour l'Outaouais, le manque de financement et d'appui gouvernemental pour la création de programmes d'études supérieures reliés aux besoins du marché du travail prive les établissements

d'enseignement supérieur des ressources nécessaires pour former la relève et répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée de la région (ACESO, 2017).

En somme, le sous-investissement du gouvernement dans le réseau d'éducation de l'Outaouais combiné au manque de programmes offerts entraîne non seulement une migration des étudiants de la région vers l'Ontario, sans compter les frais de scolarité et les dépenses qui échappent au Québec, mais également « une perte de travailleuses et travailleurs qualifiés sur le territoire du Québec, des personnes qui autrement pourraient participer à la vie économique de l'Outaouais et du Québec » (Schepper, 2018, p. 10).

Entretemps, les établissements d'enseignement postsecondaires de l'Outaouais poursuivent leurs efforts en vue de rattraper le retard accumulé au fil des ans. Le Cégep de l'Outaouais, qui voudrait ajouter 14 programmes à son offre pour rejoindre la moyenne provinciale et répondre aux besoins de la population étudiante et du marché du travail, mise beaucoup sur un plan d'action en préparation au gouvernement du Québec pour pallier à la fois le manque de programmes et d'espace. L'établissement, qui a ajouté trois programmes à son offre dans les dernières années⁶, travaille au développement de plusieurs nouveaux programmes à brève échéance, ainsi qu'à deux importants projets d'infrastructures à moyen et long terme, soit l'ajout d'un quatrième étage à l'agrandissement du campus Félix-Leclerc et une rénovation majeure du complexe sportif du campus Gabrielle-Roy. Néanmoins, ses demandes d'approbation de nouveaux programmes se butent à des refus répétés de la part du gouvernement en dépit de demandes claires et pressantes exprimées par le milieu pour la création de programmes de formation dans des domaines où les besoins de main-d'œuvre sont criants, comme la pharmacie et la technologie de radiodiagnostic (Leblanc, 2021a; 2021b). Pour la direction générale de l'établissement, ces refus démontrent que l'appareil gouvernemental ne prend toujours pas les impacts de la situation frontalière en considération : « Il y a encore du travail à faire pour que l'appareil bureaucratique saisisse bien tous les tenants et aboutissants du contexte frontalier et unique de l'Outaouais » (Leblanc, 2021a). Enfin, le manque d'agilité de l'appareil gouvernemental québécois en matière de développement et d'approbation des programmes d'études est une autre contrainte majeure qui nuit à la compétitivité de l'Outaouais par rapport à l'Ontario, où le processus est beaucoup plus rapide.

De son côté, bien que les efforts déployés n'aient pas toujours donné les résultats escomptés, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a aussi fait des avancées significatives dans les dernières années. En 2016 et 2017, l'UQO a notamment obtenu un

⁶ Technologie de l'architecture, techniques juridiques et technique diététique.

appui financier substantiel, tant de la Ville de Gatineau que du gouvernement du Québec, pour développer de nouveaux programmes d'études, en particulier dans le domaine de la santé. L'UQO travaille maintenant à la mise en œuvre d'un projet d'unification des deux campus de Gatineau et à la création de nouveaux programmes d'études en santé, technologies et sciences naturelles, ce qui « permettra aux jeunes de l'Outaouais qui souhaitent poursuivre leurs études dans ces domaines de le faire sans avoir à s'exiler » (Université du Québec, 2021, p. 29). En retour, la bonification et la diversification des programmes d'études offerts à l'UQO pourraient avoir pour effet d'attirer un plus grand nombre d'étudiants francophones de l'Est ontarien, considérant que l'Université d'Ottawa, malgré son statut d'université bilingue, est vivement critiquée pour avoir « relégué la langue française au second plan » dans son fonctionnement et ne pas être en mesure d'assurer une formation totalement en français à ses étudiants (Radio-Canada, 2019; Université d'Ottawa, 2021b; Vachet, 2021).

5. Références

- Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais - ACESO (2011). [Déclaration de l'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais](#), 20 juin 2011.
- Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais - ACESO (2017). État de situation 2017.
- Bélanger, M. (2019). [L'Assemblée nationale reconnaît officiellement le sous-financement en Outaouais](#). Le Droit. Édition du 31 octobre 2019.
- Collèges de l'Ontario (2021). [Types de programme aux collèges de l'Ontario](#).
- Demers, G. (2014). [Rapport final du chantier sur l'offre de formation collégiale](#). Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, Gouvernement du Québec.
- Dubé-Belzile, A. et L. Gagnon (2020). [Éducation](#). Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires – 2020, Observatoire du développement de l'Outaouais.
- Équité Outaouais (2018). [IRIS - Note socioéconomique - Les effets du retard de financement public sur le système de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais continuent de faire avancer la région vers l'arrière!](#) Communiqué. 8 août 2018.
- Gaudreault, M., Morin, I., Simard, J. G., Perron, M., et Veillette, S. (2018). [Les facteurs territoriaux de persévérance et de réussite scolaires au Québec](#). Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle, 51(3), 37.
- Gouvernement du Québec (2021). [Maternelle 4 ans](#).
- Leblanc, D. (2021a). [« Une grosse machine » qui agace le Cégep de l'Outaouais](#). Le Droit. édition du 19 juin 2021.
- Leblanc, D. (2021b). [Cégep de l'Outaouais : 14 programmes nécessaires pour rattraper la moyenne québécoise](#). Le Droit, édition du 20 juin 2021.
- People for Education. (2018). [L'éducation publique en Ontario](#).
- Radio-Canada. (2019). [Difficile d'étudier en génie électrique en français à l'Université d'Ottawa](#). Radio-Canada.ca.
- Schepper, B. (2018). [Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais. Retombées économiques d'un rattrapage](#). IRIS.

Table Éducation Outaouais. (2021). [Portrait de la réussite éducative en Outaouais](#).

Université d'Ottawa. (2021a). [Notre université | University Of Ottawa](#).

Université d'Ottawa (2021b). [Renouveau de la francophonie à l'Université d'Ottawa : une responsabilité collective. Rapport de synthèse](#). Cabinet du vice-recteur, International et Francophonie, août 2021.

Université d'Ottawa. (2020). [Rapport d'inscriptions étudiantes](#).

Université du Québec. 2021. Rapport annuel 2019-2020 de l'Université du Québec et des établissements du réseau.

Vachet, B. (2021). [Francophonie : malaise à l'Université d'Ottawa](#). ICI Ottawa-Gatineau, 28 septembre 2021.

Ville de Gatineau, Conférence des préfets de l'Outaouais et Front régional Outaouais. 2019. [Dossier Outaouais 2019 – L'Outaouais : une région stratégique pour le Québec](#). Dossier présenté à M. Mathieu Lacombe, ministre de la Famille, ministre responsable de la région de l'Outaouais et député de Papineau. 22 p.